
Éclairage

Quarante ans d'évolutions de la société française



En quarante ans : plus de liberté, mais aussi plus d'inquiétudes

*Lucie Brice Mansencal, Patricia Croutte, Sandra Hoibian,
avec la collaboration de Victor Prieur**

Le suivi des opinions des Français sur longue période révèle plusieurs transformations de fond des représentations et des valeurs. En parallèle de la féminisation croissante du marché du travail, la liberté des femmes de travailler quand elles le désirent, y compris lorsqu'elles ont des enfants en bas âge, est devenue petit à petit la norme, alors que cette opinion était minoritaire quarante ans plus tôt. La répartition des rôles sociaux suivant le sexe s'est aussi reconfigurée, permettant à chaque individu d'investir de plus nombreux domaines. Si les hommes cherchent toujours leur place dans le foyer (tâches ménagères, soins prodigués aux enfants), les femmes n'y sont plus limitées et ont largement investi la sphère professionnelle. La famille est aujourd'hui de moins en moins considérée comme le seul facteur de bien-être : 59 % des Français disent en 2019 que « c'est le seul endroit où l'on se sent bien et détendu », contre 70 % quarante ans auparavant. L'accroissement du temps libre sur la même période a conduit les Français à multiplier leurs priorités de vie, particulièrement à partir des années 1990 : le travail, la famille, les loisirs, la sociabilité amicale sont autant de domaines qu'ils jugent désormais essentiels à leur quotidien. Cette évolution peut aussi être reliée à la progression des ménages constitués d'une personne seule, du fait du développement du célibat, des séparations et du vieillissement de la population.

Néanmoins, les Français portent un regard plus sombre que par le passé sur l'évolution de leur niveau de vie : en 1979, 46 % d'entre eux disaient qu'il s'était amélioré depuis une dizaine d'années ; ils ne sont plus que 24 % en 2019. Les jeunes Français âgés de 18 à 24 ans se démarquent dorénavant de leurs aînés par leurs inquiétudes bien plus vives en matière de santé et de sécurité, alimentées par des discours sanitaires et sécuritaires plus prégnants et une préoccupation marquée pour leur état de santé.

Enfin, en quarante ans, le désir de transformer la société progresse : 83 % des Français le souhaitent en 2019, contre 76 % en 1979.

En quarante ans, les opinions et les préoccupations de la société française ont évolué en de nombreux domaines, accompagnant parfois des transformations dans les modes de vie ou, à l'inverse, étant influencées par elles. Ainsi, les femmes ont massivement rejoint le marché du travail, mais comment les opinions des Français ont-elles évolué vis-à-vis de l'emploi des femmes ? Quel regard portent désormais les Français sur la famille ? Sont-ils satisfaits de l'évolution de leur **niveau de vie** et de leur temps libre ? Santé, sécurité : quelles sont les nouvelles inquiétudes ? L'enquête Conditions de vie et aspirations menée par le Crédoc chaque année depuis l'hiver 1979 auprès d'un échantillon de personnes qui résident en France (*encadré*) permet de répondre à certaines de ces questions, offrant ainsi un regard sur les évolutions des modes de vie et des valeurs.

* Lucie Brice Mansencal, Patricia Croutte, Sandra Hoibian, Victor Prieur (Crédoc).

Encadré

L'enquête Conditions de vie et aspirations du Crédoc

L'enquête Conditions de vie et aspirations du Crédoc est un dispositif d'enquête biennuel existant depuis 1979. Chaque année, une vague d'enquête est réalisée en janvier (« vague d'hiver ») et une autre en juin (« vague de printemps »).

L'enquête comporte des questions socio-démographiques et des questions d'opinion dites de « tronc commun » : propriété du Crédoc, elles sont posées tous les ans ou à intervalles réguliers, en fonction de l'actualité. L'enquête rassemble également des questions insérées par des clients du Crédoc, confidentielles et portant sur de grandes thématiques de société. Ces questions peuvent varier au fil des vagues selon les clients et leurs interrogations.

Cet éclairage mobilise les données de la vague d'hiver uniquement, car il s'agit de celle comportant le tronc commun le plus important, avec un plus grand nombre de questions anciennes.

Depuis 2015, l'enquête d'hiver a changé de mode de collecte, passant d'une enquête en face à face à une enquête en ligne, avec une collecte selon les deux modes en 2015 permettant de mesurer l'impact du changement de mode sur les résultats [Crouette *et al.*, 2015].

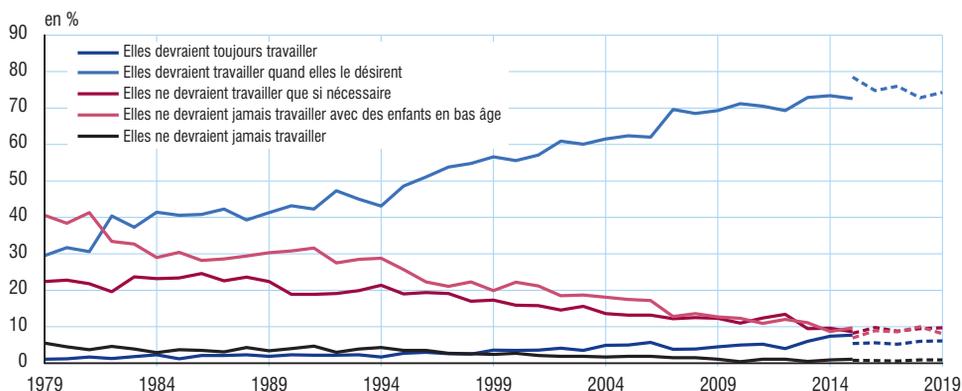
Depuis le passage en ligne, l'enquête repose sur un échantillon de 3 000 personnes représentatives de la population âgée de 15 ans ou plus résidant en France (y compris départements et collectivités d'outre-mer), sélectionnées selon la méthode des quotas sur des critères de région de résidence, taille d'unité urbaine, âge, sexe, catégorie socioprofessionnelle et type d'habitat (logement individuel ou collectif). En face à face, le recueil s'effectuait auprès d'un échantillon de 2 000 personnes de 18 ans ou plus, en France métropolitaine.

Afin d'assurer la comparabilité des résultats, c'est ce dernier champ qui a été retenu dans cet éclairage, y compris après 2015.

Les opinions en faveur du travail des femmes ont progressé dans tous les milieux

Les opinions en faveur du travail des femmes, minoritaires en 1979, n'ont cessé de progresser depuis, avec notamment une accélération des opinions favorables dans les années 1990. En 2019, 74 % des Français considèrent que les femmes « devraient travailler quand elles le désirent », contre 30 % en 1979, soit une augmentation de 44 points de pourcentage (figure 1). L'idée que les femmes « devraient toujours travailler », même si elle a progressé sur la période (+ 5 points de pourcentage), n'est portée, en 2019, que par 6 % de l'opinion. Au total, huit personnes sur dix sont désormais favorables au travail des femmes (80 % contre 31 % en 1979).

1. Évolution depuis 1979 des opinions à l'égard du travail des femmes



Note : rupture de série en 2015 à la suite du passage à l'enquête en ligne.

Lecture : en 2019, 74 % des personnes estiment que les femmes devraient travailler quand elles le désirent.

Champ : France métropolitaine, personnes âgées de 18 ans ou plus.

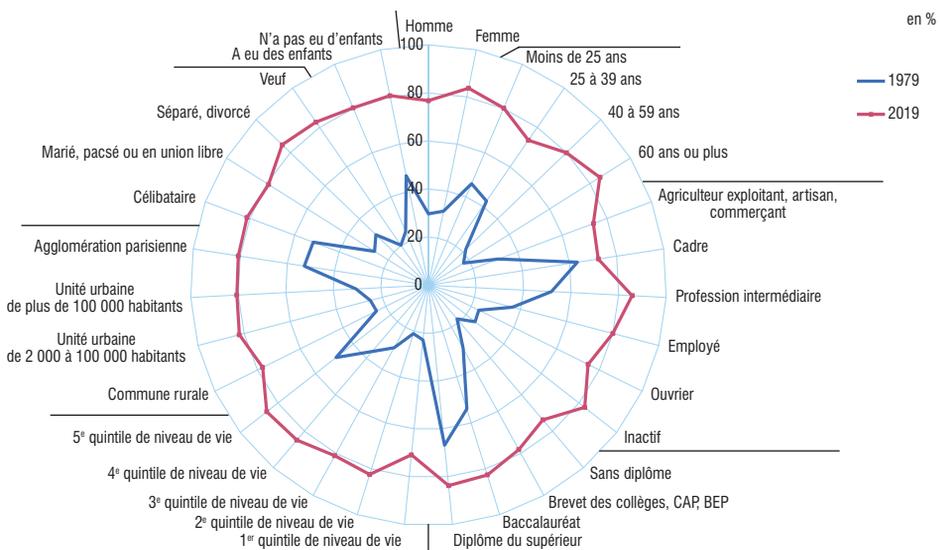
Source : Crédoc, enquêtes Conditions de vie et aspirations 1979-2019.

L'opposition pure et simple au travail des femmes (« elles ne devraient jamais travailler ») n'a jamais recueilli beaucoup de soutien dans l'opinion et n'est plus évoquée que par 1 % des répondants en 2019 (6 % en 1979). En revanche, en 1979, près des deux tiers des Français posaient des limites à ce travail : 41 % estimaient que les femmes « ne devraient jamais travailler avec des enfants en bas âge » et 22 % que « les femmes ne devraient travailler que si nécessaire ». Ces opinions ont progressivement perdu de l'importance pour ne concerner dorénavant qu'une personne sur six (respectivement 8 % et 10 %).

En quarante ans, les opinions favorables au travail des femmes ont progressé dans tous les groupes sociaux et les écarts, très sensibles en 1979, se sont grandement résorbés. En 1979, on percevait une différence sensible entre les moins de 40 ans, dont plus de deux sur cinq étaient favorables au travail des femmes, et les 40 ans ou plus, dont moins de un sur cinq était favorable (figure 2). Cet écart a complètement disparu en 2019, les personnes de 40 ans ou plus s'avérant plus ouvertes sur le sujet que par le passé. Cette disparition de l'effet d'âge est à mettre en lien avec le renouvellement des générations. Il a en effet été constaté au fil des enquêtes, que, à âge égal, les représentations sociales sont de moins en moins traditionalistes en matière de mœurs et de plus en plus favorables au travail des femmes de génération en génération [Bigot, Crouette et Müller, 2013].

De même, les écarts selon la taille de l'unité urbaine de résidence ont quasiment disparu en 2019. Alors qu'en 1979, un habitant rural sur quatre seulement (24 %) était favorable au travail féminin contre 53 % des habitants de Paris et son agglomération, ces taux ne présentent plus que 3 points d'écart, atteignant respectivement 78 % et 81 % en 2019. Le fossé important séparant les personnes dont le niveau de diplôme est égal ou supérieur au baccalauréat et celles non diplômées s'est en partie comblé. Les opinions favorables au travail des femmes sont passées de 67 % à 84 % pour les diplômés du supérieur et de 18 % à 74 % pour les non-diplômés, l'écart s'étant réduit de 49 points en 1979 à 10 points en 2019. Les écarts selon le niveau de vie se sont également réduits, passant de 26 à 15 points : les 20 % de personnes les plus modestes

2. Opinions favorables à l'égard du travail des femmes en 1979 et 2019 selon les caractéristiques socio-démographiques



Lecture : en 2019, 77 % des hommes et 84 % des femmes estiment que les femmes devraient toujours travailler ou travailler quand elles le désirent. Champ : France métropolitaine, personnes âgées de 18 ans ou plus.

Source : Crédoc, enquêtes Conditions de vie et aspirations 1979-2019.

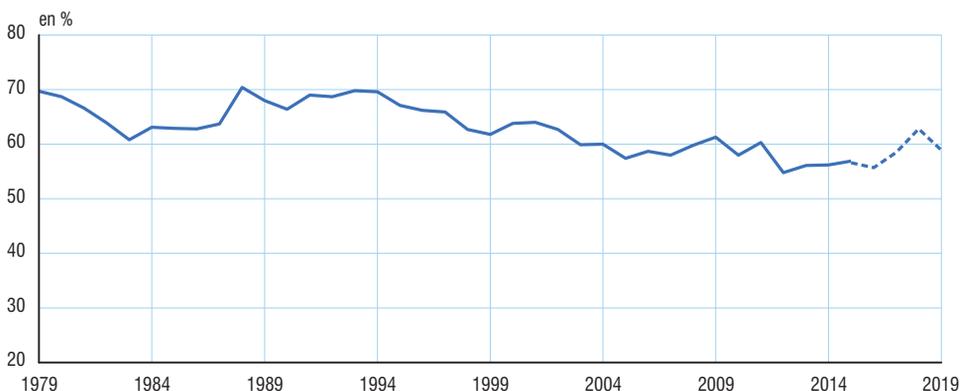
n'étaient que 23 % à se prononcer en faveur du travail des femmes en 1979 contre 49 % des 20 % les plus aisées ; en 2019, elles sont 71 % contre 86 %. Les hommes et les femmes ont toujours affiché des opinions relativement proches sur le sujet, les femmes restant légèrement plus favorables au travail des femmes.

En quarante ans, la structure de la population a changé : le niveau de diplôme a progressé, la population a vieilli. Une analyse toutes choses égales par ailleurs permet de mesurer ce qui relève d'une évolution générale des opinions de ce qui est directement lié aux changements dans la structure de la population. Elle confirme qu'un changement des représentations concernant le libre choix d'une vie active pour les femmes s'est effectivement opéré dans le temps, au-delà de l'impact qu'ont pu avoir les diverses évolutions socio-démographiques. Ainsi, toutes choses égales par ailleurs¹, les Français sont 5,2 fois plus souvent favorables au travail des femmes dans la dernière décennie que dans les années 1980. En particulier, l'accélération de l'entrée des femmes sur le marché du travail dans les années 1990 a vraisemblablement encouragé ce changement.

Les Français identifient moins souvent la famille comme seule source de bien-être

En 2019, 59 % des Français souscrivent à l'idée que la famille est « le seul endroit où l'on se sente bien et détendu » ; ils étaient 70 % en 1979 (figure 3). Les années 1990 marquent le début de cette prise de distance de l'opinion avec l'idée que la famille est le seul endroit où l'on se sent bien et détendu. Les enquêtes internationales montrent en effet que les Français, comme de nombreuses autres populations, jugent la famille très importante dans leur vie, mais

3. Évolution depuis 1979 du sentiment que « la famille est le seul endroit où l'on se sente bien et détendu »



Note : rupture de série en 2015 à la suite du passage à l'enquête en ligne.

Lecture : en 2019, 59 % des personnes se disent en accord avec l'idée que « la famille est le seul endroit où l'on se sente bien et détendu ».

Champ : France métropolitaine, personnes âgées de 18 ans ou plus.

Source : Crédoc, enquêtes Conditions de vie et aspirations 1979-2019.

1. Le modèle logistique a été estimé sur les données de l'ensemble des enquêtes Conditions de vie et aspirations de 1979 à 2019. La variable expliquée correspond au fait d'être favorable au travail des femmes, agrégeant les modalités « Elles devraient toujours travailler » et « Elles devraient travailler quand elles le désirent ». Les variables explicatives sont les suivantes : décennie de l'observation, sexe, tranche d'âge, catégorie socioprofessionnelle, niveau de diplôme, quintile de niveau de vie, taille d'unité urbaine, statut conjugal, fait d'avoir eu un enfant ou pas.

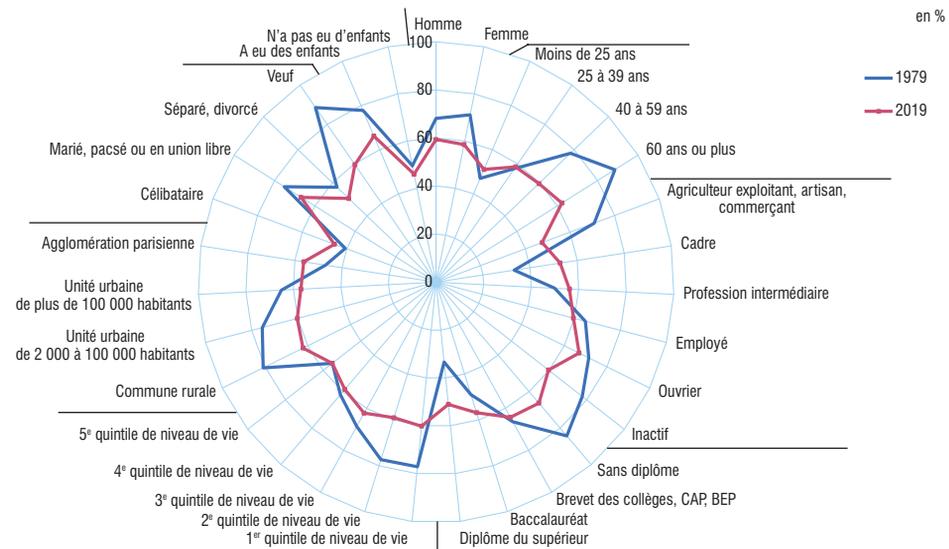
aussi qu'ils aspirent de plus en plus à vivre une vie « polycentrée » où toutes les dimensions sont importantes (famille, mais aussi travail, loisirs, amis, etc.) [Bigot, Daudey et Hoibian, 2013].

Cette évolution peut aussi être reliée à la progression du célibat et des séparations. En 2019, seuls 45 % des célibataires qui ne vivent pas en couple pensent que la famille est « le seul endroit où l'on se sent bien et détendu », de même que 51 % des personnes séparées ou divorcées, contre 67 % des personnes qui vivent en couple (mariées, pacsées ou en union libre). Le décalage était déjà à l'œuvre il y a quarante ans (41 % des célibataires et 57 % des séparés ou divorcés contre 75 % des personnes en couple en 1979). Or, la proportion de personnes célibataires ou séparées est en augmentation, avec en particulier des divorces plus fréquents et des âges moyens au mariage ou à la naissance des enfants qui reculent [Athari *et al.*, 2019]. En l'espace de quarante ans, les couples avec enfants, qui formaient auparavant la configuration de ménages la plus fréquente (39 % en 1982), sont beaucoup moins nombreux : ils ne représentent plus que 26 % des ménages en 2015. Ils ont laissé la première place aux ménages d'une personne seule, qui constituent aujourd'hui la situation la plus représentée au sein de la population avec 35 % des ménages contre 25 % en 1982 [Insee, 2018].

La tendance de long terme à la diminution de la place centrale de la famille comme refuge dans l'opinion des Français marque des coups d'arrêt conjoncturels dans les périodes de crise (1983, 1993, 2000 et 2008). Ces dernières s'accompagnent en effet d'incertitudes tant sur le plan des revenus et de l'emploi que d'une certaine morosité.

En quarante ans, les écarts catégoriels se sont considérablement réduits (figure 4). Ce rapprochement est le fruit d'évolutions contrastées : les catégories les moins centrées sur la famille s'en sont rapprochées tandis que les plus enthousiastes sont désormais plus ouvertes à d'autres sphères, ce qui provient à la fois d'une évolution de chaque catégorie dans son rapport à la famille, mais aussi de changements socio-démographiques au sein des différents groupes observés. Par exemple, en 2019, les non-diplômés sont moins attachés à la sphère familiale que ne l'étaient ceux de 1979 (66 % contre 84 %, soit - 18 points), alors que c'est l'inverse

4. Sentiment que « la famille est le seul endroit où l'on se sente bien et détendu » en 1979 et 2019 selon les caractéristiques socio-démographiques



Lecture : en 2019, 59 % des hommes et 59 % des femmes se disent en accord avec l'idée que « la famille est le seul endroit où l'on se sent bien et détendu ». Champ : France métropolitaine, personnes âgées de 18 ans ou plus.

Source : Crédoc, enquêtes Conditions de vie et aspirations 1979-2019.

pour les diplômés du supérieur (51 % contre 33 %, soit + 18 points). Ces derniers ont changé socialement en quarante ans, avec la hausse de la proportion de bacheliers dans une génération et la massification de l'enseignement supérieur, qui ont plus largement ouvert l'accès aux études supérieures pour des élèves de milieux modestes, même si les inégalités sociales restent marquées [Dalous *et al.*, 2014]. L'écart selon le diplôme s'est ainsi considérablement réduit sur la période, même si les non-diplômés sont toujours plus nombreux que les diplômés du supérieur à dire leur attachement à la famille en 2019. Les écarts selon l'âge et la taille d'unité urbaine se sont aussi quasiment résorbés. Ainsi, les personnes de 40 ans ou plus en 2019 ont une opinion proche de celle des plus jeunes, contrairement à celles de 1979, qui plébiscitaient la famille. L'influence du niveau de vie a également reculé, les individus des deux premiers **quintiles** de niveau de vie ayant, en quarante ans, perdu leur spécificité et rejoint l'opinion moyenne (respectivement – 17 points et – 18 points d'attachement à la seule sphère familiale). Les opinions des femmes et des hommes sur cette question, déjà proches en 1979, le sont restées en 2019.

Près de la moitié de la population française estime toujours manquer de temps pour les activités autres que le travail et les tâches domestiques

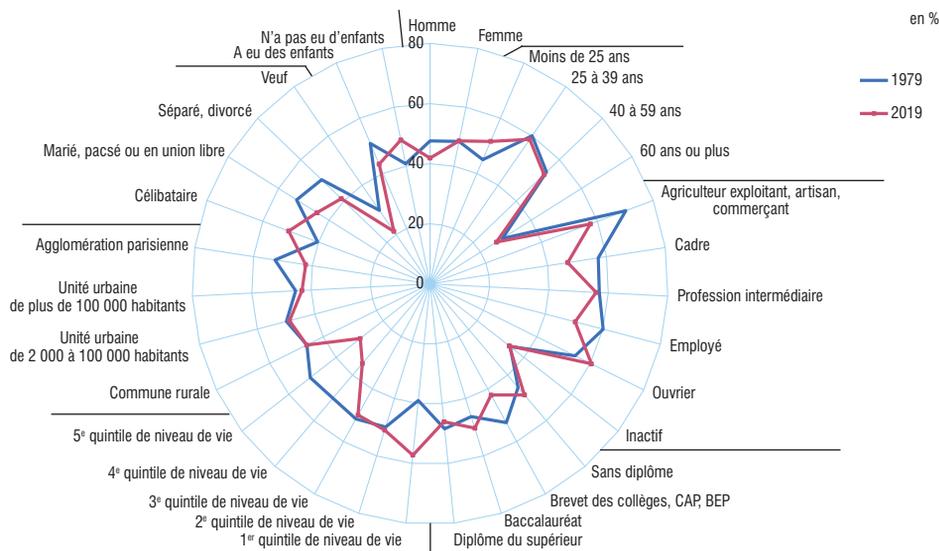
Entre 1986 et 2010, le temps libre (défini ici comme le temps de loisirs, de semi-loisirs tels le bricolage ou le jardinage et le temps de sociabilité) a progressé de 33 minutes sur une journée moyenne [Ricroch et Roumier, 2011]. Si le temps physiologique (consacré au sommeil, aux repas, à la toilette, etc.) se maintient, le temps de travail diminue sur la période (– 20 minutes par jour en moyenne entre 1986 et 2010), bien qu'une partie du temps gagné sur les activités professionnelles se reporte sur les transports (+ 7 minutes entre 1986 et 2010), dont les trajets entre le domicile et le travail (+ 4 minutes). Depuis 1975, les personnes en emploi ont gagné en moyenne 350 heures par an sur le temps de travail, sous l'effet de la réduction de la durée légale du travail pour les salariés (39 heures et 5^e semaine de congés payés en 1982, 35 heures entre 2000 et 2003), de l'essor des emplois à temps partiel, ainsi que de la baisse de l'emploi indépendant [Raffin et Yildiz, 2019].

Malgré cette hausse sensible du temps libre, le sentiment de ne pas avoir le temps de faire des activités en dehors de la maison et du travail reste inchangé. En effet, en 1979, 48 % des Français estimaient qu'ils n'avaient pas « le temps, en dehors du travail et des activités à la maison, de participer aux activités extérieures qu'ils souhaitent ». Quarante ans plus tard, la proportion est quasi identique (45 %).

Cette stabilité de l'ensemble de l'opinion dissimule des évolutions catégorielles. En quarante ans, le lien entre le niveau de revenu et le sentiment d'avoir du temps pour pratiquer des activités extérieures en dehors de son travail s'est inversé. En 1979, les 20 % de personnes les plus modestes étaient 39 % à déclarer ne pas avoir le temps pour des activités extérieures, contre 51 % parmi les 20 % les plus aisées (*figure 5*). En 2019, ces proportions sont inversées : elles sont 57 % parmi les 20 % les plus modestes (+ 18 points) et seulement 30 % parmi les 20 % les plus aisées (– 21 points). Parmi les explications de ces évolutions, on peut évoquer la hausse relative du niveau de vie des retraités sur la période, ainsi que l'intensification du travail et le développement des horaires atypiques (travail de nuit, du dimanche, etc.) [Raffin et Yildiz, 2019], la multiplication des contrats courts [Milin, 2018] qui compliquent la situation des plus modestes, oblitérant de fait la qualité de leur temps disponible hors travail. À l'inverse, les plus favorisés se saisissent plus volontiers des opportunités offertes par la numérisation de la société et de l'accès facilité à davantage de services.

La satisfaction progresse très légèrement chez les 60 ans ou plus, dont 74 % estiment avoir le temps de participer à des activités extérieures (+ 3 points), tandis que l'insatisfaction progresse un peu chez les plus jeunes : 52 % des 18-24 ans de 2019 aimeraient un peu plus de temps pour des activités extérieures (+ 7 points par rapport à leurs homologues de 1979). Dans l'intervalle, la progression du niveau de vie et des loisirs des seniors est assez marquée [Bigot, Crouette et Müller, 2013]. L'évolution constatée chez les plus jeunes peut, dans une

5. Sentiment de ne pas avoir le temps de participer aux activités extérieures en 1979 et 2019 selon les caractéristiques socio-démographiques



Lecture : en 2019, 49 % des femmes et 42 % des hommes ont le sentiment de ne pas « avoir le temps, en dehors de leur travail et de leurs activités à la maison, de participer aux activités extérieures qu'ils souhaitent ».

Champ : France métropolitaine, personnes âgées de 18 ans ou plus.

Source : Crédoc, enquêtes Conditions de vie et aspirations 1979-2019.

certaine mesure, s'expliquer en lien avec celle des plus modestes. En effet, les jeunes sont les premiers affectés par l'évolution du marché du travail. En 2016, plus d'un jeune sur quatre n'avait pas accédé à un emploi durable dans les trois années ayant suivi la fin de sa formation initiale [Injep, 2019]. L'insatisfaction peut également être reliée à la digitalisation de la société et au souhait de profiter au maximum de son temps sans « temps morts » [Bigot, Croutte et Daudey, 2013].

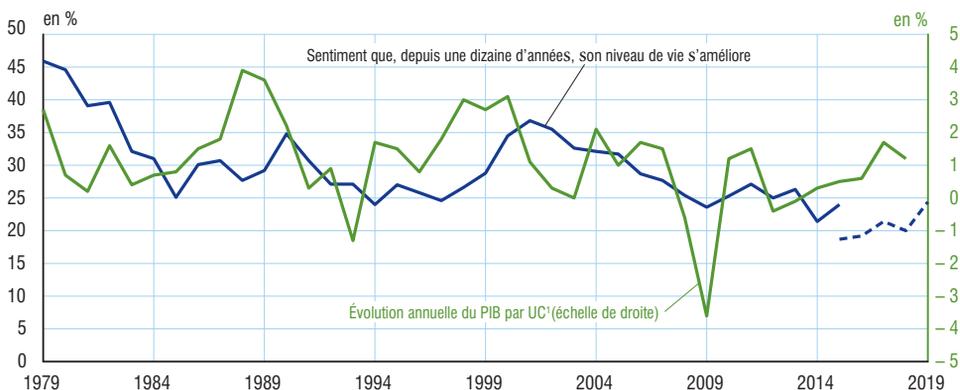
Les Français plus pessimistes sur l'évolution de leur niveau de vie en 2019 qu'en 1979

En quarante ans, le regard des Français sur leur propre niveau de vie s'est considérablement assombri, notamment au début des années 1980. Si en 1979, 46 % d'entre eux estimaient que leur niveau de vie personnel s'était amélioré « depuis une dizaine d'années », seuls 24 % pensent de même en 2019, soit 22 points de moins² (figure 6).

La perception qu'ont les individus des évolutions de leur niveau de vie coïncide fortement avec la situation mesurée au travers des indicateurs macroéconomiques, et notamment de la croissance économique. Ainsi, les périodes de recul de la croissance, voire de récession, se traduisent par une dégradation du regard que portent les Français sur l'évolution de leur niveau de vie : - 21 points entre 1979 et 1985 à la suite du deuxième choc pétrolier, - 11 points entre 1990 et 1994 au moment de la récession et - 4 points entre 2001 et 2003, après la crise des

2. Cet écart est cependant impacté par le passage en ligne du questionnaire en 2015 : en 2015, la fréquence du sentiment que le niveau de vie s'est amélioré est inférieure de 5 points dans l'enquête en ligne par rapport à l'enquête en face à face.

6. Évolution depuis 1979 de l'opinion que, depuis une dizaine d'années, son niveau de vie s'améliore



1. Évolution annuelle du produit intérieur brut en volume rapporté au nombre d'unités de consommation.

Note : rupture de série en 2015 à la suite du passage à l'enquête en ligne.

Lecture : en 1979, 46 % des personnes pensent que, depuis une dizaine d'années, leur niveau de vie va « un peu mieux » ou « beaucoup mieux » ; le produit intérieur brut (PIB) par unité de consommation (UC) de la France a progressé de 2,7 % en volume cette année-là.

Champ : France métropolitaine, personnes âgées de 18 ans ou plus ; PIB, France.

Sources : Crédoc, enquêtes Conditions de vie et aspirations 1979-2019 ; Insee, comptes nationaux, base 2014.

nouvelles technologies. À l'inverse, les périodes de reprise de la fin des années 1980 et 1990 sont ressenties positivement : + 10 points entre 1985 et 1990 et + 10 points entre 1994 et 2000. Sur la période plus récente, en revanche, l'amélioration de la situation économique entre 2004 et 2007 n'a pas favorisé le sentiment d'une amélioration du niveau de vie. Pour autant, depuis 2008, malgré la crise économique, l'opinion des Français sur l'évolution de leur niveau de vie reste relativement stable, avec moins d'un quart de sentiments favorables, qui reste néanmoins son niveau le plus bas en quarante ans. Par ailleurs, l'effet de la reprise économique après 2013 est perceptible : la proportion de personnes ayant le sentiment d'une amélioration de leur niveau de vie au cours des dix dernières années a progressé de 6 points entre 2015 et 2019.

En 2019, le jugement porté par les individus sur l'évolution de leur niveau de vie est beaucoup plus souvent favorable parmi les personnes âgées de moins de 40 ans, parmi celles ayant un diplôme équivalent ou supérieur au baccalauréat et parmi les plus aisées. Les écarts selon le sexe ou le lieu de résidence sont peu marqués. En l'espace de quarante ans, les écarts selon le niveau de vie se sont pour partie résorbés : de 26 points d'écart en 1979 à 10 points en 2019 entre les 20 % les plus aisés et les 20 % les plus modestes. Les écarts selon le niveau de diplôme et l'âge se sont en revanche creusés. En 2019, 30 % des diplômés du supérieur estiment que leur niveau de vie s'est amélioré contre 13 % seulement pour les non-diplômés, soit 17 points d'écart contre 7 points en 1979. Les 25-39 ans sont 41 % à penser en 2019 que leur niveau de vie s'est amélioré sur dix ans, contre 9 % seulement des 60 ans ou plus ; en 1979 l'écart entre ces tranches d'âge était de 19 points seulement.

L'écart de perception sur le sentiment de restriction budgétaire se creuse entre les plus aisés et les plus modestes

En 1979 comme en 2019, un peu plus de la moitié des Français déclaraient s'imposer régulièrement des restrictions sur certains postes de leur budget. Cette proportion est restée stable au cours des quarante dernières années. Le nombre de privations chez les personnes ayant le sentiment de se restreindre est en augmentation, passant en moyenne de trois types de privation

sur les neuf étudiées³ en 1979 à quatre en 2019. En 1979, seules 3 % des personnes interrogées déclaraient limiter leurs dépenses de soins médicaux contre 21 % en 2019 ; de même, 10 % estimaient devoir se restreindre sur leur alimentation en 1979, contre 29 % en 2019.

Sans surprise, les plus aisés considèrent moins souvent que les plus modestes devoir s'imposer régulièrement des restrictions sur certains postes de leur budget. Cet écart a eu tendance à se creuser avec le temps : 46 points séparent les deux catégories en 2019, alors que l'écart n'était que de 12 points en 1979. Le décrochage se fait à la fois « par le haut » – les 20 % de personnes les plus aisées déclarent moins souvent se restreindre que par le passé (25 % en 2019 contre 46 % en 1979) –, mais aussi « par le bas » – les 20 % les moins favorisées se restreignant plus souvent en 2019 qu'en 1979 (70 % contre 58 %). Les personnes de niveau de vie intermédiaire connaissent des évolutions moins contrastées : celles appartenant aux 2^e et 3^e quintiles disent davantage se restreindre par rapport à il y a quarante ans (respectivement + 8 et + 7 points de pourcentage), alors que celles du 4^e quintile voient, comme les plus aisées, leur situation s'améliorer (le poids des restrictions reculant de 7 points).

Des travaux du Crédoc ont mis en lumière le sentiment de « sur-place » à l'œuvre au sein des catégories intermédiaires, dont le niveau de vie est compris entre 70 % et 150 % du niveau de vie médian, qui se sentent distancées par les plus aisées et rattrapées par les plus modestes [Bigot, 2009]. Ce sentiment prend peut-être racine dans la forte augmentation des dépenses de consommation dites « pré-engagées » sur une longue période. Par dépenses pré-engagées, on entend celles réalisées dans le cadre d'un contrat difficilement renégociable à court terme et sur lesquelles les ménages ont peu de possibilité d'arbitrage, telles que les dépenses de logement (loyer, eau, gaz, électricité, etc.), en assurances, en services de télécommunication, en services de télévision, en services financiers et les frais de cantine. D'après les comptes nationaux, en 2018, ces dépenses représentent 29 % du revenu disponible brut des ménages contre 21 % en 1979. En particulier, l'augmentation des coûts du logement et la difficulté d'accès à la propriété pourraient expliquer une partie du malaise des catégories de population autour du niveau de vie médian [Babès *et al.*, 2012]. Contrairement aux ménages modestes et pauvres, les ménages médians sont plus souvent propriétaires qu'il y a vingt ans, mais les nouveaux accédants doivent pour cela s'endetter davantage [Arnold *et al.*, 2017].

Les jeunes sont de plus en plus inquiets de leur état de santé

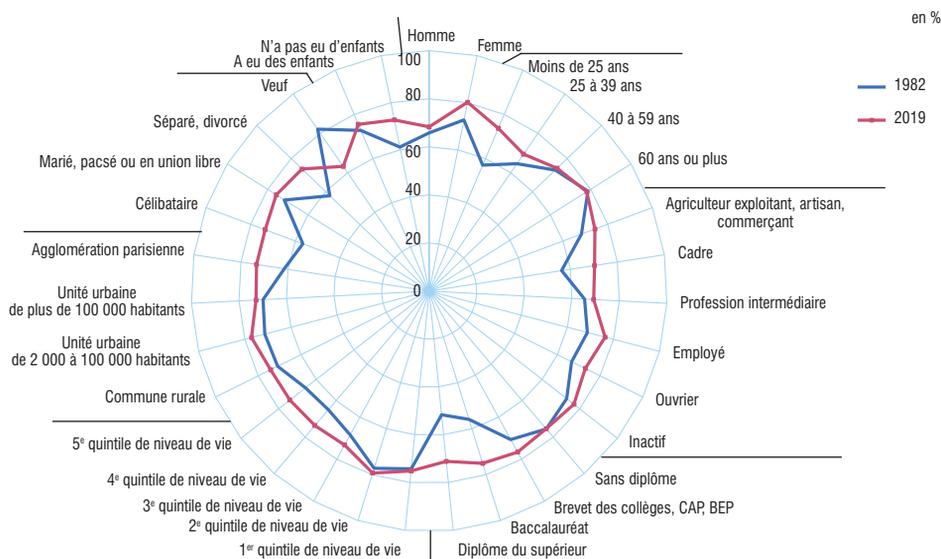
Les Français sont moins satisfaits de leur état de santé aujourd'hui qu'il y a quarante ans. Début 2019, 78 % d'entre eux jugent que leur état de santé est « satisfaisant » ou « très satisfaisant » par rapport aux personnes de leur âge⁴. En 1979, la proportion était de 90 %. La raison de cette dégradation de l'état de santé ressenti peut être liée à une transformation de la notion de bonne santé, qui ne se restreint plus à l'absence de maladie ou d'infirmité, mais à un état complet de bien-être physique, mental et social, telle que définie par l'Organisation mondiale de la santé.

Les jeunes sont ainsi les plus affectés par ce recul : en 2019, 75 % seulement des 18-24 ans et 73 % des 25-39 ans jugent leur état de santé satisfaisant par rapport aux personnes de leur âge, soit une baisse de 18 points pour ces deux catégories par rapport à 1979. Les jeunes se montrent aussi plus inquiets face au risque de maladie grave qu'il y a quarante ans. En 1982, les 18-24 ans et les 25-39 ans étaient nettement moins préoccupés que leurs aînés par ce risque : 57 % des 18-24 ans s'en souciaient et 65 % des 25-39 ans, contre 79 % des 60 ans ou plus (*figure 7*). En 2019, si les personnes âgées de 60 ans ou plus restent les plus inquiètes sur cette question (78 %), les plus jeunes s'en préoccupent presque aussi souvent avec 74 %

3. Sur les soins médicaux, la voiture, l'achat d'équipement ménager, l'alimentation, les vacances et loisirs, l'habillement, le logement, les dépenses pour les enfants, le tabac et les boissons.

4. On notera que l'enquête Statistiques sur les ressources et conditions de vie (SRCV) affiche une proportion inférieure de personnes se déclarant en bonne santé (68% en 2014 pour la population de 16 ans ou plus), vraisemblablement car la question posée est plus globale « Comment est votre état de santé en général ? », alors que celle du Crédoc fait référence à la situation des personnes du même âge.

7. Inquiétude vis-à-vis du risque de maladie grave en 1982 et 2019 selon les caractéristiques socio-démographiques



Lecture : en 2019, 68 % des hommes et 80 % des femmes éprouvent « assez » ou « beaucoup » d'inquiétude vis-à-vis du risque de maladie grave.
 Champ : France métropolitaine, personnes âgées de 18 ans ou plus.
 Source : Crédoc, enquêtes Conditions de vie et aspirations 1979-2019.

des 18-24 ans (+ 17 points) et 69 % des 25-39 ans (+ 4 points). Bien que les inégalités sociales de santé restent fortes, les écarts selon le sexe, le niveau de vie, le niveau de diplôme ou la taille d'unité urbaine sont faibles concernant l'inquiétude vis-à-vis du risque de maladie grave et tendent à se réduire.

Le souci d'être en bonne santé et d'afficher un « corps sain » pourrait avoir un lien avec cet état d'esprit. Ce phénomène est amplifié par le développement des réseaux sociaux, particulièrement populaires auprès des jeunes [Crédoc, 2018]. Ceux-ci incitent à se mettre en scène et encouragent à présenter une apparence de bonne santé, d'alimentation saine, de pratiques sportives, etc. Des millions de photos et de vidéos sont publiées sur les réseaux sociaux, fournissant autant d'occasions de se comparer à des images souvent mises en scène et retouchées. La pression est donc très forte, pouvant provoquer des troubles anxieux et dépressifs liés à l'image de soi. Une étude menée au Royaume-Uni [RSPH, 2017] s'est penchée sur les conséquences des réseaux sociaux sur l'image corporelle chez les jeunes. Ces travaux rapportent que l'exposition des adolescentes et des jeunes femmes à Facebook, même pendant une courte durée, les conduit à être davantage préoccupées de leur image corporelle que des non-utilisatrices du réseau social.

Les jeunes sont aujourd'hui plus inquiets du risque d'agression dans la rue que les 60 ans ou plus

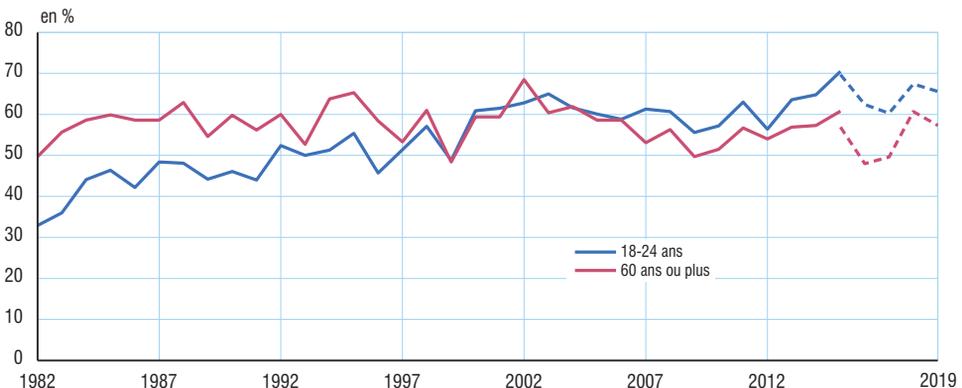
L'inquiétude à l'égard du risque d'agression dans la rue progresse depuis quarante ans. En 1982, 35 % des Français étaient inquiets à ce sujet ; ils sont 59 % à l'être en 2019. Ceux dont l'inquiétude a le plus progressé sont les jeunes. En effet, on observe un renversement des catégories d'âge les plus inquiètes face au risque d'agression dans la rue. En 1979, les 60 ans

ou plus se disaient plus souvent inquiets que les 18-24 ans (50 % contre 33 %). Leur inquiétude face au risque d'agression a ensuite connu de fortes variations selon les années, mais n'a pas connu de progression durable (figure 8). À l'inverse, l'inquiétude des plus jeunes tend à augmenter depuis quarante ans, jusqu'à doubler en 2019 (66 %) par rapport à 1979. Ainsi, depuis la fin des années 1990, les 18-24 ans sont devenus plus inquiets du risque d'agression que les 60 ans ou plus.

Globalement, l'inquiétude face au risque d'agression s'est accrue pour l'ensemble des groupes sociaux. Ce constat peut être mis en lien avec la montée du thème de l'insécurité dans le débat politique et médiatique depuis quarante ans. En effet, la question de l'insécurité ressurgit à la fin des années 1970, dans un contexte de multiplication des actes terroristes en France, débouchant sur la loi sécurité et liberté de 1981. Elle gagne ensuite du terrain, donnant lieu à la création d'une police de proximité en 1998. La thématique de l'insécurité est encore largement présente lors de la campagne à l'élection présidentielle de 2002 et se trouve ainsi reflétée par une augmentation du niveau d'inquiétude vis-à-vis du risque d'agression dans la rue de 14 points pour les 18-24 ans et 20 points pour les 60 ans ou plus entre 1999 et 2002. Cette inquiétude se stabilise ensuite avant de remonter, notamment pour les plus jeunes, entre 2012 et 2015. Bien qu'ils ne semblent pas avoir accru l'inquiétude vis-à-vis du risque d'agression, les attentats du 13 novembre 2015 ont en revanche renforcé, chez les plus jeunes, le sentiment de ne jamais être à l'abri [Hoibian *et al.*, 2018].

Les femmes sont plus anxieuses du risque d'agression que les hommes (66 % contre 51 % en 2019), et l'écart s'est plutôt accru (15 points en 2019 contre 9 points en 1982) (figure 9). Les différences selon le niveau de vie progressent également : en 2019, le niveau d'inquiétude des plus modestes (66 %) est de 13 points supérieur à celui des plus aisés, contre 9 points seulement en 1982. En revanche, les écarts s'estompent entre les habitants des communes rurales et ceux de Paris et son agglomération, passant de 10 points en 1982 (respectivement 27 % et 37 %) à 3 points en 2019 (respectivement 56 % et 59 %).

8. Évolution depuis 1982 de l'inquiétude vis-à-vis du risque d'agression dans la rue selon la classe d'âge



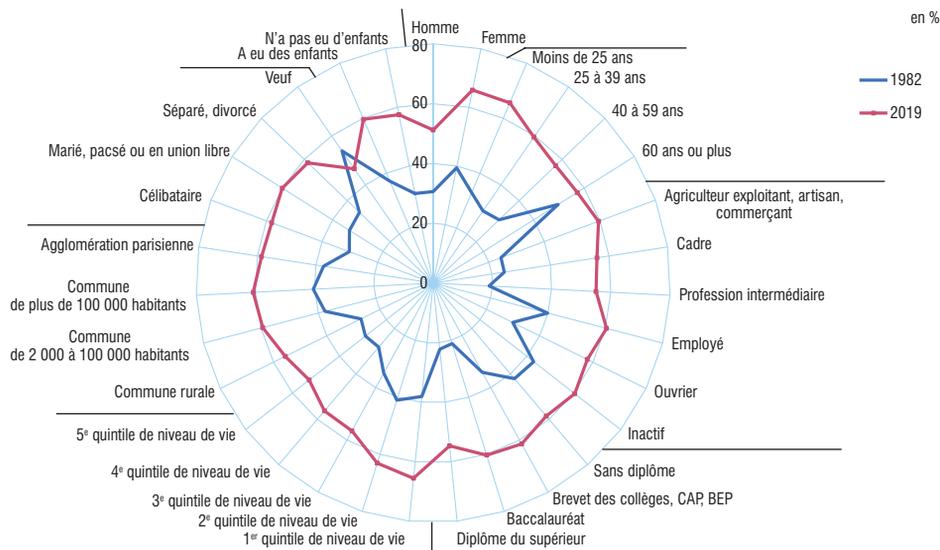
Note : rupture de série en 2015 à la suite du passage à l'enquête en ligne.

Lecture : en 2019, 66 % des jeunes de 18 à 24 ans éprouvent « assez » ou « beaucoup » d'inquiétude vis-à-vis du risque d'agression dans la rue.

Champ : France métropolitaine, personnes âgées de 18 ans ou plus.

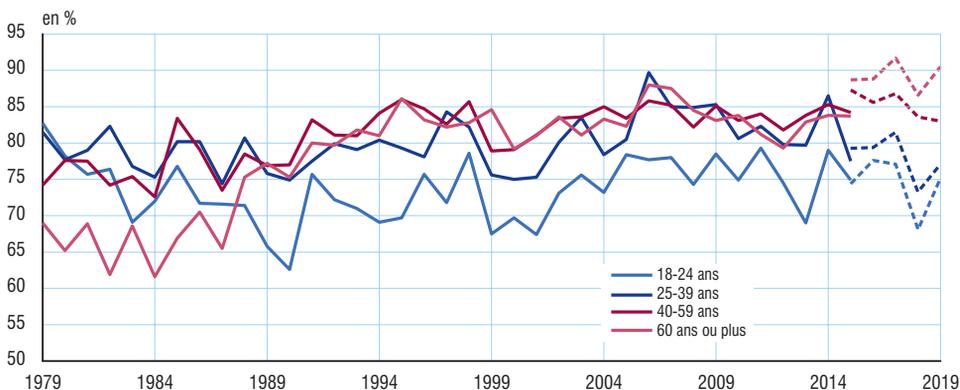
Source : Crédoc, enquêtes Conditions de vie et aspirations 1979-2019.

9. Inquiétude vis-à-vis du risque d'agression dans la rue en 1982 et 2019 selon les caractéristiques socio-démographiques



Lecture : en 2019, 51 % des hommes et 66 % des femmes éprouvent « assez » ou « beaucoup » d'inquiétude vis-à-vis du risque d'agression dans la rue.
 Champ : France métropolitaine, personnes âgées de 18 ans ou plus.
 Source : Crédoc, enquêtes Conditions de vie et aspirations 1979-2019.

10. Évolution depuis 1979 du sentiment que la société française a besoin de se transformer profondément selon la classe d'âge



Note : rupture de série en 2015 à la suite du passage à l'enquête en ligne.
 Lecture : en 2019, 91 % des personnes âgées de 60 ans ou plus estiment que « la société française a besoin de se transformer profondément ».
 Champ : France métropolitaine, personnes âgées de 18 ans ou plus.
 Source : Crédoc, enquêtes Conditions de vie et aspirations 1979-2019.

Le souhait de transformation de la société augmente

En 1979, 76 % des Français estimaient que la société avait besoin de se transformer, ils sont 83 % à penser de même en 2019 (figure 10). Ainsi, le désir de changer la société augmente sur le long terme, avec des inflexions cependant.

Les écarts selon l'âge et le diplôme, sensibles il y a quarante ans, se sont beaucoup résorbés. Entre le milieu des années 1980 et le milieu des années 1990, le désir de transformation de la société française s'est ainsi accru fortement auprès des personnes âgées de 60 ans ou plus (+ 20 points) pour rattraper, voire dépasser, celui des autres classes d'âge. En 1979, au sein des 60 ans ou plus, moins de sept personnes sur dix souhaitaient que la société se transforme, contre neuf sur dix quarante ans plus tard. La progression de l'idée que la société française a besoin de se transformer est constatée « toutes choses égales par ailleurs »⁵ : à caractéristiques socio-démographiques comparables, les Français des années 2010-2019 sont une fois et demie plus souvent en demande de transformation de la société que ceux des années 1980.

Ce désir croissant de transformation peut être mis en relation avec la montée de la défiance dans les institutions, que permet notamment de mesurer depuis 2009 le baromètre de la confiance politique du Cévipof [Cheurfa et Chanvril, 2019]. Si le désamour entre élites politiques et population constitue un trait caractéristique des démocraties modernes, l'analyse de la confiance dans le Gouvernement au cours des deux dernières décennies montre une envolée de la défiance entre 1999 et 2019. La proportion de Français n'ayant plutôt pas ou pas du tout confiance dans le Gouvernement en place pour résoudre les problèmes qui se posent progresse de 45 % à 69 % entre 1999 à 2019 (soit + 24 points), malgré d'éphémères périodes d'amélioration après chaque élection présidentielle. En parallèle, l'engagement personnel (via des modes d'action diversifiés comme les pétitions en ligne, le boycott ou la participation à des manifestations, concertations citoyennes, nouvelles formes de collectifs collaboratifs) se diversifie, signe d'un souhait des individus d'infléchir le cours des événements. ■

5. Les variables explicatives sont ici les mêmes que celles listées dans la note 1.

Définitions

Le **niveau de vie** correspond dans cet éclairage à l'ensemble des revenus perçus par le ménage (salaires, pensions et retraites, allocations chômage, prestations sociales, loyers perçus et revenus du capital, etc.), nets des cotisations sociales, mais avant paiement des impôts, rapporté à un nombre d'unités de consommation calculé comme la racine carrée du nombre de personnes dans le ménage. Il s'agit d'un niveau de vie déclaratif. Sa définition diffère du niveau de vie habituellement mesuré par l'Insee, qui rapporte le revenu disponible (après déduction des impôts directs) à un nombre d'unités de consommation défini selon l'échelle d'équivalence « de l'OCDE modifiée ».

Si l'on ordonne une distribution de niveaux de vie, les **quintiles** sont les valeurs qui partagent cette distribution en cinq parties égales. Ainsi, le 1^{er} quintile est le niveau de vie au-dessous duquel se situent les 20 % de personnes les plus modestes, le 4^e quintile est le niveau de vie au-dessus duquel se situent les 20 % de personnes les plus aisées. Par extension, cet éclairage utilise le terme quintile pour désigner les ménages dont les niveaux de vie sont départagés par ces seuils : les 20 % les plus modestes appartiennent au 1^{er} quintile et les 20 % les plus aisés au 5^e quintile.

Pour en savoir plus

Arnorld C., Pontié L., Rougerie C., « Des ménages médians plus souvent propriétaires de leur résidence principale qu'il y a vingt ans », in *France, portrait social*, coll. « Insee Références », édition 2017.

Athari E., Papon S., Robert-Bobée I., « Quarante ans d'évolution de la démographie française : le vieillissement de la population s'accélère avec l'avancée en âge des *baby-boomers* », in *France, portrait social*, coll. « Insee Références », édition 2019.

Babès M., Bigot R., Hoibian S., « Propriétaires, locataires : une nouvelle ligne de fracture sociale », *Consommation et modes de vie* n° 248, Crédoc, mars 2012.

Bigot R., « Les classes moyennes sous pression », *Consommation et modes de vie* n° 219, Crédoc, mars 2009.

Bigot R., Crouette P., Daudey É., « La diffusion des technologies de l'information et de la communication dans la société française », *Collection des rapports* n° R297, Crédoc, novembre 2013.

Bigot R., Crouette P., Müller J., « Évolution des conditions de vie et des aspirations des seniors en France depuis 30 ans », *Cahier de recherche* n° C311, Crédoc, décembre 2013.

Bigot R., Daudey É., Hoibian S., « La société des loisirs dans l'ombre de la valeur travail », *Cahier de recherche* n° C305, Crédoc, décembre 2013.

Bréchon P., Gonthier F., Astor S. (dir.), *La France des valeurs. Quarante ans d'évolutions*, PUG, coll. « Libres cours politique », 2019.

Cheurfá M., Chanvril F., « 2009-2019 : la crise de la confiance politique », *Rapport du Cévipof*, janvier 2019.

Crédoc, *Baromètre du numérique*, édition 2018.

Crouette P., Daudey É., Hoibian S., Legleye S., Charrance G., « Une approche de l'effet du passage sur Internet d'une enquête en population générale », *Cahier de recherche* n° C323, Crédoc, décembre 2015.

Dalous J.-P., Dauphin L., Jeljoul M., Laïb N., Le Rhun B., Perrin-Haynes J., Robert-Bobée I., « Scolarisation et origines sociales depuis les années 1980 : progrès et limites », in *Trente ans de vie économique et sociale*, coll. « Insee Références », édition 2014.

Hoibian S., Brice Mansencal L., Millot C., Truc G., Groupe 13-Novembre, Eustache F., Peschanski D., « L'empreinte des attentats du 13 novembre 2015 sur la société française », *Bulletin épidémiologique hebdomadaire* n° 38-39, Santé publique France, novembre 2018.

Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (Injep), *Les chiffres clés de la jeunesse*, édition 2019.

Insee, « Ménages et familles - Séries longues », *Insee Résultats*, décembre 2018.

Milin K., « CDD, CDI : comment évoluent les embauches et les ruptures depuis 25 ans ? », *Dares Analyses* n° 26, juin 2018.

Raffin C., Yildiz H., « Depuis 1975, le temps de travail annuel a baissé de 350 heures, mais avec des horaires moins réguliers et plus contrôlés », in *France, portrait social*, coll. « Insee Références », édition 2019.

Ricroch L., Roumier B., « Depuis 11 ans, moins de tâches ménagères, plus d'Internet », *Insee Première* n° 1377, novembre 2011.

Royal Society for Public Health (RSPH), « #StatusofMind: social media and young people's mental health and wellbeing », *Rapport*, 2017.